

qui contribuent à réduire le besoin qu'éprouvent des pays du Tiers monde à dépenser leurs faibles ressources financières pour acheter des armes. J'approuve la suggestion de l'honorable député d'offrir un moyen de les encourager à le faire. Mais je pense que la formule qu'il propose est inapplicable. Je n'ai rien de meilleur à proposer, mais si par contre un autre député pouvait avoir une brillante idée, je pense qu'on pourrait au moins l'étudier.

Pour conclure, monsieur le Président, j'aimerais souligner que les politiques du gouvernement canadien contribuent à maintenir l'équilibre entre la sécurité nationale, la paix mondiale et le développement international, dans le meilleur intérêt et avec l'appui de la population canadienne.

[Traduction]

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence): En premier lieu, monsieur le Président, je tiens à rendre hommage au motionnaire. Sauf erreur, il fait partie comme moi du groupe qui a examiné les changements et les améliorations à apporter à notre politique en matière d'aide au développement. Sa contribution a été très utile à cet égard.

● (1430)

Je suis sûr que les autres membres de mon caucus et les autres députés sont en faveur de la paix dans le monde comme moi. Nous sommes tous en faveur de la paix dans le monde. Nous voudrions tous le désarmement mondial. Notre pays a contribué à ces deux causes. Nous voudrions tous travailler pour la réduction des dépenses militaires et pour l'augmentation de l'aide au développement des pays du monde pour les rendre plus prospères. Ce faisant, nous rendrions le monde meilleur pour nous-mêmes et pour nos enfants.

Je trouve sincèrement que la motion est tragique en un sens. Elle est typique de l'attitude utopique que les députés du Nouveau parti démocratique adoptent si souvent. Elle demande au gouvernement du Canada de transférer chaque année 1 p. 100 de notre budget de la défense à l'aide gouvernementale au développement. Autrement dit, le député demande de réduire de 1 p. 100 notre budget de la défense et de consacrer cet argent à l'aide étrangère pour le développement.

Selon cette motion, ces fonds pourraient être mis à la disposition uniquement des pays qui auraient réduit leur budget militaire d'au moins 1 p. 100 sur une base annuelle. Nous comprenons tous l'intention et le sens de la motion. Mais c'est une attitude si simpliste et une façon si naïve de résoudre le problème.

Quel est l'objet de cette motion? Est-ce le désarmement du Canada? Essaie-t-elle de désarmer les États auxquels nous fournissons notre aide? Essaie-t-elle de faire régner la justice ou la paix? Quels que soient les objectifs que nous attribuons à cette motion, elle est un échec complet.

Un grand nombre de pays qui bénéficient de notre aide et qui ont besoin qu'on leur en accorde davantage, souffriraient de ces restrictions. Par exemple, le Mozambique, l'un des pays de la ligne de front, est aux prises avec une lutte militaire à vie ou à mort avec le terrorisme et l'agression de l'Afrique du Sud. Depuis des mois, je demande à la Chambre au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) que nous augmentions notre aide au Mozambique. Au début de la semaine, j'ai fait remarquer que l'Afrique du Sud avait lancé une campagne

Aide au développement

d'agression délibérée visant à déstabiliser les pays indépendants de l'Afrique du Sud pour les rendre plus dépendants que jamais du commerce et des liaisons avec elle. Si on tient compte de cette stratégie, le Mozambique mérite qu'on lui porte une attention spéciale. Il constitue l'un des principaux maillons de transport et de communications avec tous les États de la ligne de front.

J'ai fait remarquer que l'Afrique du Sud envahit périodiquement le Mozambique, alors que des groupes de terroristes à sa solde battent la campagne en semant la terreur et la destruction. À cause de ces attaques répétées, le gouvernement du Mozambique n'a pas pu remédier à la sécheresse et aux inondations sans précédent qui affligent ce pays depuis dix ans.

La destruction de son économie et de son réseau de communications a donné au Mozambique l'indice le plus élevé des souffrances humaines à l'échelle internationale, qui est établi à partir du taux de souffrances humaines dans plus de 100 pays. Le Mozambique atteint l'indice de 95 par rapport au taux de souffrances le plus élevé possible, qui est de 100.

Les statistiques publiées par l'UNICEF en janvier dernier ont révélé l'alarmante tragédie humaine qui se joue au Mozambique. La famine de 1983-1984 a causé dans ce pays la mort d'au moins 100 000 personnes. Les facteurs qui ont contribué à la famine en dehors de la température ou de la politique agricole ont été le bouleversement de la vie rurale et de la production alimentaire au sud du Mozambique par les rebelles à la solde de l'Afrique du Sud. Les statistiques de 1986 indiquent qu'environ 140 000 enfants du Mozambique et de l'Angola sont morts à cause de la guerre et des bouleversements qu'elle a entraînés. Compte tenu de cette situation tragique au Mozambique, il est évident que ces gens ont besoin de bien davantage que d'une aide alimentaire d'urgence et quelque 25 millions de dollars d'aide versés par l'ACDI.

Je voudrais également signaler que le terrorisme et les agressions perpétrés par l'Afrique du Sud ont créé un grave problème de déstabilisation dans les autres pays de la ligne de front, qui reçoivent également de l'aide du Canada. Ces pays sont la Zambie, le Zimbabwe, la Tanzanie, l'Angola, le Lesotho, le Swaziland et le Botswana. Ces pays subissent actuellement des incursions militaires. À la prochaine conférence du Commonwealth, le Canada devra exprimer ses inquiétudes au sujet des problèmes militaires qui se posent dans ces États de la ligne de front. Notre haut commissaire à Londres a suggéré que l'on devrait peut-être envoyer dans les États de la ligne de front des chaussures militaires et d'autres équipements militaires avec lesquels on ne peut pas tuer, afin d'aider ces pays à survivre aux attaques de l'Afrique du Sud ou de la guérilla que ce pays finance.

Manifestement, nous avons évoqué la possibilité d'envoyer une force de maintien de la paix sous l'égide soit des Nations Unies, soit des pays du Commonwealth. Cela veut dire que le Mozambique et les États de la ligne de front sont effectivement aux prises avec des problèmes militaires. Compte tenu du fait que le Mozambique consacre 42 p. 100 de son budget à la défense, il me semble passablement étrange de proposer que nous passions dorénavant par l'intermédiaire des ONG et d'autres organisations pour donner davantage d'argent au Mozambique à des fins non militaires, tout en demandant à ce pays de rogner sa capacité de se défendre contre le problème